

→ communauté africaine. « *Un Camerounais m'a repéré, m'a offert à manger, et m'a conseillé de m'adresser au Ciré/Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers* (NDLR : une ASBL active dans les droits des personnes exilées, avec ou sans titre de séjour) ainsi qu'à un cabinet d'avocats spécialisés dans les demandes d'asile. » Il trouve refuge à Le Bocq, un centre pour demandeurs d'asile de la Croix-Rouge à Yvoir. Début juillet 2019, il introduit officiellement sa demande d'asile... dont on lui apprend le rejet à la fin de l'année, assorti d'un ordre de quitter le territoire.

Entre-temps, après avoir tenté en vain, faute de places disponibles, de s'inscrire à une formation en journalisme et marketing destinée aux demandeurs d'asile, Emma-

manuel s'était inscrit à une formation d'aide-soignant à Salzinnes. Après avoir reçu l'ordre de quitter le territoire, il est hébergé par une famille congolaise qui a eu, peu après, la désagréable surprise de voir débarquer la police à son domicile. Emmanuel est absent à ce moment-là, mais son avocate lui conseille de se présenter au commissariat. Mal lui en prit : « *On m'a enfermé dans une cellule glaciale, avant de me transférer à la prison de Merksplas, un centre fermé pour illégaux. J'y suis resté vingt-et-un jours, et puis le président du tribunal de Huy a ordonné ma libération, en délibéré.* »

La chance, enfin

Libéré, Emmanuel réintroduit une nouvelle demande d'asile en avril 2020 et, victoire !, celle-ci est accep-

tée en novembre 2021. Quelques mois plus tard, il est reçu aux examens de sa dernière année de formation comme aide-soignant, il réussit son travail de fin d'études (TFE), et le voilà diplômé aide-soignant ! Une période bénie, durant laquelle il est approché par Caritas International, ONG belge de solidarité internationale qui soutient les victimes de violences, de catastrophes et de la pauvreté et lutte contre les centres de détention pour les illégaux : « *Ils m'ont interviewé, et ce sont eux qui m'ont mis en contact avec En-GAJE.* » Par l'intermédiaire de l'ASBL, Emmanuel trouve un premier logement dans un habitat groupé à Wezembeek-Oppeem et ensuite, grâce cette fois à l'ASBL Singa qui met en contact des bénévoles

L'inquiétante situation de la

La dernière édition du Classement mondial de la liberté de la presse a rendu un verdict sans appel : les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises, voire carrément catastrophiques dans sept pays sur dix. Pas étonnant, dès lors, si de nombreux journalistes sont contraints à l'exil.

Isabelle Philippon (CSCE)

L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières (RSF) (1) est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires. La définition de la liberté de la presse retenue par RSF et son panel d'experts pour élaborer son classement est la suivante : « *La liberté de la presse est la possibilité effective pour les journalistes, en tant qu'individus et en tant que collectifs, de sélectionner, produire et diffuser des informations dans l'intérêt général, indépendamment des interférences politiques, économiques, légales et sociales, et sans menace pour leur sécurité physique et mentale.* »

L'édition 2023 évalue les conditions d'exercice du journalisme dans 180 pays et territoires. La situation est qualifiée de « très grave » dans

trente et un pays, « difficile » dans quarante-deux et « problématique » dans cinquante-cinq. Elle n'est considérée comme « bonne » ou « plutôt bonne » que dans seulement cinquante-deux pays (dont la Belgique). « *Autrement dit, peut-on lire en conclusion dans le Classement de RSF, les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises dans 7 pays sur 10 et satisfaisantes dans seulement 3 pays sur 10.* » Pas franchement de quoi se réjouir.

Le bond en arrière de la Chine

L'Asie abrite les pires régimes du monde pour les journalistes : le trio de fin du classement est composé exclusivement de pays asiatiques. Sans grande surprise, la Corée du Nord ferme le classement, à la 180^e et dernière place du classement.

A l'avant-dernière place, la Chine (179^e) est la plus grande prison pour les journalistes au monde : le régime détient actuellement au moins 127 journalistes. Le simple fait d'enquêter sur un sujet tabou ou de publier des informations censurées peut valoir des années de détention dans des prisons insalubres, la torture, voire la mort.

La pandémie de Covid-19 a constitué un prétexte idéal pour intensifier la répression : au moins dix journalistes et commentateurs en ligne ont été arrêtés en 2020 parce qu'ils avaient tenté d'informer leurs concitoyens, le plus objectivement possible, sur la situation réelle de l'épidémie de Covid-19 à Wuhan.

RSF a publié, à la fin de l'année 2021, soit un an avant le 20^e Congrès du Parti communiste chinois, un document accablant de quatre-vingt-deux

bruxellois et de nouveaux arrivants, il décroche une colocation – temporaire - à Etterbeek.

Et ce n'est pas tout : très sociable, avide de rencontres, Emmanuel est ravi de pouvoir participer à l'opération Journalistes en classe (JEC) et d'ainsi sensibiliser des étudiants aux réalités de l'exil et aux persécutions dont sont victimes de nombreux journalistes dans le monde.

Tous les rêves sont permis

Bien décidé à tirer parti de sa chance, voici un an, le jeune homme s'inscrit à une formation d'animation/réalisation radio à l'EFP, un centre de formation en alternance situé à Uccle. Au même moment, il fait le siège – ce sont ses mots – de Radio Panik, une association multi-

culturelle implantée à Saint-Jossten-Noode (Bruxelles), qui entend contribuer, avant tout par le moyen de la radiodiffusion, à la promotion socioculturelle de la population dans la région bruxelloise. Son entêtement s'avère payant, puisqu'il y est accepté en tant que stagiaire, et peut participer à la présentation de l'émission *Les Promesses de l'aube* programmée entre sept et neuf heures du matin, une tranche horaire de grande écoute. « *J'y allais tôt le mardi matin, avant d'aller à l'école, j'adorais, la radio est mon média favori, et j'ai en plus la chance de pouvoir proposer mon propre programme de musique, ce qui me passionne également.* »

Mais voilà, la réalité le rattrape : l'aide qu'il reçoit du CPAS d'Etter-

beek n'est pas bien grasse, et Emmanuel doit se mettre en quête d'un nouveau logement, un Graal quasiment impossible à décrocher en l'absence d'une vraie fiche de paie. La mort dans l'âme, Emmanuel décide d'arrêter sa formation d'animateur/réalisateur radio à l'EFP pour travailler en tant qu'aide-soignant. Cela ne l'empêche pas de continuer de se dire, qu'un jour, il renouera avec le journalisme. Ni de penser tous les jours au pays : « *Quand le Cameroun sera enfin libéré de son président "à vie", je retournerai au Cameroun. Pour y ouvrir une radio.* »

(1) Le Cameroun occupe la 138^e place sur 180 du Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi par Reporters sans frontières.

presse dans le monde

pages intitulé « Le grand bond en arrière du journalisme en Chine », un rapport qui révèle l'ampleur de la campagne de répression menée par les autorités chinoises contre le droit à l'information.

Le rapport mesure aussi la détérioration de la liberté de la presse à Hong Kong, autrefois modèle de la liberté de la presse, et qui enregistre désormais un nombre croissant de journalistes arrêtés au nom de la sécurité nationale.

La Chine est aussi l'une des principales puissances exportatrices de contenus de propagande. Car Pékin ne se contente pas de contrôler l'accès à l'information à l'intérieur de ses frontières : le régime tente aussi, par tous les moyens, d'influencer le contenu des informations en-dehors de ses frontières. « *Si la Chine continue dans cette direction, les citoyens chinois risquent de perdre l'espoir de voir un jour la liberté de la presse instaurée dans leur pays, et le régime de Pékin parviendra peut-être à imposer son anti-modèle, y compris dans d'autres pays* », s'inquiète Christophe Deloire, secrétaire général de RSF.

Le Vietnam (178) poursuit quant à lui sa traque inlassable des repor-



La liberté de la presse est une réalité dans une minorité de pays dans le monde. Un peu partout, les journalistes qui osent une voix dissidente par rapport au régime en place sont menacés, emprisonnés, torturés, ou tués.

ters et commentateurs indépendants trop peu révérencieux à l'égard du régime. La Birmanie (173^e) représente la deuxième prison du monde pour les journalistes et, en Afghanistan (152^e), les conditions de travail des journalistes ne cessent de se détériorer et les femmes journalistes ont été littéralement effacées de la vie publique.

Maghreb et Moyen-Orient : situation « très grave »

La région Maghreb - Moyen-Orient est extrêmement dangereuse pour les journalistes : dans plus de la moitié des pays de la zone, la situation est considérée comme « très grave ». Le score très bas de certains pays comme la Syrie (175^e), le Yémen (168^e), ou l'Irak (167^e), reflète le nombre impor-

L'Europe reste la région du monde où les conditions d'exercice du journalisme sont les plus faciles. L'Asie, en revanche, abrite les pires régimes du monde pour les journalistes

⇒ tant de journalistes disparus ou pris en otage. L'indice sécuritaire de la Palestine reste très dégradé, notamment après la mort de deux nouveaux journalistes en 2022. L'Arabie saoudite (170^e) s'ancre dans la fin du classement. Au Maghreb, l'Algérie (136^e) a confirmé sa dérive autoritaire en poursuivant notamment le patron de presse Ihsane El Kadi, et reste dans la catégorie des pays où la situation de la presse est considérée comme « difficile ».

L'Afrique, zone de « non-information »

En Afrique, la situation est qualifiée de « difficile » dans près de 40 % des pays (contre 33 % en 2022). C'est le cas notamment au Burkina Faso (58^e), où des chaînes internationales ont été suspendues et des journalistes expulsés, et plus généralement de la région du Sahel, qui est en train de devenir une « zone de non-information ». Le continent a été aussi endeuillé par plusieurs assassinats de journalistes,

dont celui, récemment, de Martinez Zongo au Cameroun (138^e). En Erythrée (174^e), la presse reste soumise à l'arbitraire absolu du président.

Amérique centrale et latine : entre censure et disparitions

Les Amériques n'affichent désormais plus aucun pays en vert. Le Costa Rica (23^e ; -15) qui était le dernier pays de la zone encore avec une « bonne » situation, a désormais baissé de catégorie. Le Mexique (128^e) comptabilise le plus grand nombre de journalistes disparus au monde (vingt-huit en vingt ans !). Cuba (172^e), où la censure a repris de plus belle et où la presse est toujours un monopole d'État, reste comme en 2022, dernier de la zone.

Au nord du continent, les Etats-Unis occupent la 45^e place du classement,

Les crimes contre les journalistes

Neuf crimes sur dix commis contre des journalistes dans le monde restent impunis. Ceux qui veulent brider la presse à tout prix ne se privent donc pas de continuer de perpétrer leur sale besogne. Ce qui amène certains journalistes travaillant en zones sensibles à s'autocensurer pour protéger leur vie.

Isabelle Philippon (CSCE)

Le 2 novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, journalistes à RFI – une radio française d'actualité, diffusée mondialement en français et en seize autres langues – étaient enlevés et tués à Kidal, dans le nord du Mali. Aujourd'hui encore, leurs proches n'en savent toujours pas beaucoup plus sur les circonstances de leur disparition. Cette date du 2 novembre a donc été choisie par les Nations Unies pour instaurer une Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes : le 2 novembre dernier, cette Journée internationale contre l'impunité soufflait donc sa dixième bougie. Si cet événement a une portée symbolique importante, il ne suffit pas, bien sûr, à enrayer le problème : le moins que l'on puisse dire est que les Etats, de par le monde, ne font pas preuve de beaucoup d'empresse-

ment à réprimer les crimes commis à l'encontre des journalistes. Le constat de l'Unesco fait froid dans le dos : neuf crimes sur dix commis contre des journalistes restent impunis. Parfois, presque par miracle, un de ces crimes débouche sur une arrestation. « On vient d'apprendre que le commanditaire du meurtre d'une journaliste indienne, commis en 2008, avait été arrêté... hier, soupire Anthony Bellanger, secrétaire général de la Fédération internationale des Journalistes (FIJ) (1). Je m'en félicite, bien sûr. Mais rendez-vous compte : les proches de la victime ont dû patienter quinze ans avant de connaître la vérité... Partout où je me rends dans le monde pour défendre les journalistes, je suis confronté aux familles qui me demandent de les soutenir dans leur quête de vérité. Un jour où j'étais à Karachi (Pakistan), sur l'invitation du syndicat pakistanais des journalistes, plusieurs gamins jouaient

au pied de l'estrade depuis laquelle je parlais. Il s'agissait d'orphelins, enfants de journalistes assassinés, que le syndicat avait pris sous son aile. Quand on a vu cela, ainsi que des mères, des sœurs, qui implorent pour qu'on les aide à faire éclater la vérité, l'impunité n'est plus une affaire de statistiques : elle s'incarne et devient véritablement intolérable. »

En date du 20 octobre 2023 (date du bouclage de cet article), vingt-cinq journalistes avaient trouvé la mort dans le monde depuis le début de l'année (2). Mais ce compteur macabre s'affole depuis le 7 octobre dernier et le début de la nouvelle guerre israélo-palestinienne. En date du 20 octobre toujours, le Committee to Protect Journalists (CPJ, New York) faisait état d'au moins 17 journalistes tués (trois Palestiniens, trois Israéliens et un Libanais), de huit journalistes blessés et de trois disparus. En

tandis que le Canada se place à une honorable 15^e place.

L'Europe : peut mieux faire

L'Europe - particulièrement à l'intérieur des frontières de l'Union européenne - reste en revanche la région du monde où les conditions d'exercice du journalisme sont les plus faciles. La situation sur le continent est cependant plus mitigée qu'il n'y paraît à première vue. L'Allemagne (21^e), qui enregistre un nombre record de violences et d'interpellations de journalistes sur son territoire, perd cinq places par rapport au baromètre 2022. La Pologne (57^e) progresse quant à elle de neuf places, et la France (24^e) en gagne deux. La Grèce (107^e), où des journalistes ont été surveillés par les services secrets et par un logiciel espion puissant, garde sa dernière place dans l'UE.

Mais notons que le classement de la zone telle que découpée par Reporters sans frontières est tiré vers le bas par les pays de l'ancienne République soviétique. Plusieurs pays de la zone, le Kirghizistan (122^e), le Kazakhstan (134^e) et l'Ouzbékistan (137^e) chutent dans le classement en raison du nombre croissant d'attaques contre les médias. Enfin, le Turkménistan (176^e) fait toujours partie des cinq pays affichant la lanterne rouge en matière de liberté de la presse.

Le top du classement

Quels pays trouve-t-on en tête du classement, là où l'on peut informer dans les meilleures conditions ? La Norvège conserve sa première place pour la 7^e année consécutive. Une fois n'est pas coutume, un pays non nordique, l'Irlande, se place en seconde position, devant le Danemark

(3^e). La Suède et la Finlande occupent respectivement les 5^e et 6^e places. Les Pays-Bas (6^e) retrouvent la position qu'ils occupaient en 2021, avant l'assassinat du journaliste Peter R. de Vries. La Lituanie (7^e) et l'Estonie (8^e) ferment la liste du petit club des pays qui affichent un score « vert » dans le classement mondial de la liberté de la presse.

Notons que la Belgique et la France occupent respectivement la 31^e et 24^e place au classement. □

(1) Source <https://rsf.org/fr/classement> Le classement a été publié par Reporters sans frontières (RSF) le 3 mai dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. RSF publie également un Baromètre des exactions commises contre les journalistes dans le monde. Ce Baromètre recense en « temps réel » le nombre de journalistes tués, emprisonnés ou détenus à cause de leur activité de journaliste.

restent trop souvent impunis

2022, l'Ukraine et le Mexique remportaient la palme des pays les plus mortels pour les journalistes dans l'exercice de leur profession ; ils sont aujourd'hui détrônés par la scène israélo-palestinienne. « On assiste là à un vrai carnage, soupire Anthony Bellanger. Parmi les combattants et les civils, bien sûr. Mais aussi dans les rangs de ceux qui tentent d'informer sur ce conflit. » Ce type de conflit illustre aussi de manière tragique à quel point il est difficile, pour les journalistes, de couvrir une guerre qui n'est pas seulement une guerre des armes, mais aussi une guerre de l'information dans laquelle chaque mot est potentiellement explosif, dans un contexte de censure stricte imposé par les autorités israéliennes sous couvert de « sécurité militaire ».

Une convention internationale pour la protection et la sécurité des journalistes

« Les atteintes contre la liberté de la presse ne se résument évidemment pas aux menaces qui pèsent sur la vie des professionnels de l'info, relève le secrétaire général de la FIJ. Le harcèlement en ligne, les intimidations judiciaires, la censure, les restrictions imposées à la presse, par exemple dans le cadre

de la couverture des manifestations sociales, tout cela entrave la liberté de la presse et l'information de qualité. Et là aussi, l'impunité règne en maître : il n'existe aucun instrument international contraignant qui obligerait les Etats membres à enquêter et à réagir aux attaques contre les médias. Et rares sont les Etats qui font spontanément preuve d'une réelle motivation à mettre un terme à l'impunité... Cette impunité a des effets désastreux sur la qualité de l'information : nombre de journalistes opérant en "zones sensibles" s'autocensurent, ce qui nuit bien sûr à la qualité de la presse et de l'information. »

C'est ce constat, ainsi que la frustration croissante face à l'inaction, qui ont poussé la FIJ à lancer une campagne pour l'adoption d'une Convention internationale dédiée à la protection des journalistes et des professionnels des médias. « Cela fait cinq ans que nous y travaillons sans relâche. Notre but est d'arriver à ce que cette convention pour la protection, la sécurité et l'indépendance des journalistes soit votée par l'ensemble des Etats membres de l'assemblée générale des Nations Unies. »

Ce texte fondateur a été rédigé afin de s'assurer qu'il n'y ait aucune lacune dans la protection de la sécurité des

journalistes, et que les gouvernements s'engagent à s'attaquer aux menaces permanentes qui ont non seulement un impact sur les droits et la vie des journalistes, mais qui menacent aussi sérieusement le droit à l'information du public.

La FIJ ferraille ferme pour que le texte soit soumis prochainement au vote.

Avec enthousiasme, mais sans trop d'illusions pour autant : « Le texte sera voté, c'est sûr. Mais quelle en sera la version finale ? C'est là que réside l'inconnue... Il y a fort à parier que les Etats peu friands de liberté de la presse, ne citons que la Chine et la Russie, mais il y en a beaucoup d'autres, feront en sorte que la portée de la Convention soit réduite au strict minimum. Mais nous continuerons inlassablement le combat. Et, plus on dénoncera cette impunité, plus on en parlera – et ce sera le cas, lorsque le texte de cette Convention arrivera devant l'assemblée générale des Nations Unies –, au plus le combat progressera, conclut Anthony Bellanger. □

(1) La Fédération internationale des Journalistes (FIJ) est l'organisation professionnelle mondiale représentant 600.000 journalistes dans le monde. Elle est accréditée auprès des Nations Unies et est basée à Bruxelles.

(2) Source : Rapport annuel de la FIJ <https://www.ifj.org/fr/quoi/securite>